

MEETING DE PERPIGNAN, jeudi 29 mars 2012  
DISCOURS DE FRANÇOIS BAYROU

Merci à tous !

Merci à Christine Espert pour son accueil. C'est une femme formidable qui mérite vos applaudissements.

Merci à tous ceux qui sont venus et en particulier aux élus qui sont là. (...) J'ai une grande gratitude pour vous qui êtes venus en cette soirée, avec une magnifique lumière, donc une magnifique soirée et, si vous me permettez de vous le dire, je crois l'avoir déjà dit ici, j'ai une grande gratitude personnelle pour le Pays catalan. *Applaudissements...*

Je signale que vous avez applaudi, mais que vous ne savez pas pourquoi ! Alors je vais vous dire pourquoi j'ai une grande gratitude personnelle pour le pays catalan parce que je suis un Béarnais, et cela a l'air bizarre qu'un Béarnais ait une grande gratitude pour le pays catalan... Cependant, il se trouve que, dans notre histoire du Béarn, votre région, votre pays a joué un rôle très important.

Ce que ne savent pas un très grand nombre d'observateurs, c'est que nous avons été ici, sur les contreforts des Pyrénées, la première démocratie d'Europe. Et la première démocratie d'Europe très longtemps avant que, en Angleterre par exemple, commence à naître l'*habeas corpus*. Nous, c'était cinq cents ans avant. Et en Béarn, ce n'est pas pour nous vanter, mais nous avons été les premiers à avoir une constitution écrite, aux alentours de l'an mille, qu'on appelait en Béarn les Fors, et de l'autre côté des Pyrénées, et peut-être chez vous, les Fuegos.

C'était une constitution écrite en béarnais et qui raconte une chose extraordinaire pour expliquer pourquoi en Béarn le peuple a des droits qu'il n'a pas ailleurs puisque, dans notre constitution en l'an mille, le peuple des laboureurs a des représentants élus et ces représentants élus ont droit de veto sur les décisions du souverain. Et on n'a pas le droit, en l'an mille, de mettre qui que ce soit en prison sans avoir de jugement. Je ne sais pas si vous voyez, cinq cents ans avant, ce que cela représente.

Or il se trouve que ces fors de Béarn ont un préambule qui raconte l'histoire suivante. Ce préambule commence par la phrase : "Ici sont les fors de Béarn où autrefois il n'y avait pas de roi."

Et l'histoire racontée dans le préambule des fors de Béarn, c'est que le peuple, qui avait toutes les libertés, s'est aperçu à un moment que toutes ces libertés, d'une certaine manière cela entraînait des désordres s'il n'y avait pas une autorité pour les assumer.

Alors –Giscard détestait que je raconte cette histoire devant lui !- ils sont allés en Auvergne pour chercher un souverain, ils en ont trouvé un, ils l'ont mis sur le trône en Béarn et puis le souverain n'a pas respecté les droits du peuple, alors ils lui ont coupé la tête ! C'était expéditif, mais c'était efficace !

Après cela, ils sont allés en Bigorre voisine, ils ont là aussi trouvé un souverain, il n'a pas respecté les droits du peuple, il a subi le même sort.

Et puis ils ont entendu dire qu'en pays catalan il y avait un roi qui avait deux jumeaux. L'un des deux jumeaux était forcément destiné au trône, chez vous, et l'autre, ils se sont dit qu'ils

pouvaient peut-être lui offrir le destin formidable, même pour un Catalan, de devenir souverain du Béarn.

Ils sont donc venus en délégation, ils ont interpellé le roi et le roi leur a dit : "Eh bien oui, écoutez, après tout pourquoi pas, choisissez celui que vous voulez". Et les fors de Béarn sont arrivés devant le berceau, ils ont vu les deux nourrissons, l'un avait les poings fermés et l'autre avait les mains ouvertes. Ils ont pris celui qui avait les mains ouvertes.

C'est à un prince catalan ayant les mains ouvertes que nous devons, nous, d'avoir eu l'histoire du Béarn, alors merci beaucoup !

Vous voyez qu'il y a, entre nous, mille ans de gratitude ! Et donc je suis extrêmement heureux d'être là.

J'ai passé la journée au contact du monde agricole ce matin à Montpellier avec toutes les organisations agricoles auprès desquelles j'ai exprimé nos idées, qui ne sont pas tout à fait les idées des autres.

Au passage je veux dire à quel point j'ai été choqué, il y a quelques jours, que le président de la République française dise qu'il savait que les revenus agricoles avaient été multipliés par trois cette dernière année, ce qui est, demandez à tous les agriculteurs que vous rencontrerez, une contrevérité absolument frappante ! Et quand on fait l'enquête pour savoir comment on a pu arriver à un tel chiffre, alors on s'aperçoit que statistiquement, ils ont enlevé des statistiques toutes les exploitations qui faisaient moins de 150 000 euros de chiffre d'affaires, c'est-à-dire toutes les petites exploitations du pays !

Cela veut dire qu'ils ont fait des statistiques uniquement avec le haut du panier agricole. Et on vérifie une fois de plus, là, que les statistiques, c'est une manière très élaborée de manier le mensonge. Moi je veux des statistiques qui disent la vérité, et que le monde politique reconnaisse les difficultés du monde agricole. Et le monde agricole, le monde de l'arboriculture, le monde de la viticulture, on voit les extrêmes difficultés qui sont les leurs, on voit à quel point ils ont besoin de soutien sans doute, mais ils ont besoin de compréhension.

Je veux vous dire simplement, en ayant en tête que, quand on se trouve ici, quand on se trouve en Béarn, quand on se trouve en Bretagne, quand on se trouve en Alsace, quand on se trouve en Corse et dans tant d'autres régions de la France, on s'aperçoit qu'il y a si souvent une incompréhension des administrations centrales par rapport au terrain, une incapacité à comprendre et à suivre ce que les habitudes, les traditions locales, les manières d'être locales imposent. Par exemple, en matière de gestion de l'eau, il y a une incompréhension absolue sur ce qu'ont fait dans cette région mille ans d'histoire qui ont fait que des canaux, des retenues, des accords avec l'autre côté de la frontière notamment en Cerdagne, l'idée que des peuples ont, pendant des siècles et des siècles, bâti avec autant de fidélité que possible des méthodes techniques pour que l'eau, ce bien si précieux, puisse être partagée lorsqu'elle devait l'être et puisse servir à renforcer les cultures de notre pays et de notre région.

À force de vouloir imposer des lois qui soient uniformes, les mêmes pour tout le monde, et d'une certaine manière aveugles, on trahit l'essentiel de ce qui fait la vie de nos régions.

Je veux qu'il soit dit ici à Perpignan que nous, nous défendons les régions contre l'uniformité jacobine.

C'est une occasion pour moi de dire que nous sommes ceux qui défendons les identités des régions. Je le dis devant le drapeau catalan dont vous savez évidemment les deux couleurs, jaune et rouge, mais ce sont toutes les Pyrénées dont tous les drapeaux portent les deux

couleurs jaune et rouge, les uns avec la croix occitane, les autres avec les vaches béarnaises, bref il y a une unité de couleur même s'il y a une diversité de symbole.

Je suis très heureux que nous soyons ici pour affirmer que nous considérons, contrairement à un certain nombre de ceux qui s'expriment, que les langues et cultures régionales sont une richesse de la nation, qu'il faut les défendre, qu'il faut les transmettre, qu'il y a une place pour le catalan, comme il y a une place pour le béarnais, comme il y a une place pour le basque, comme il y a une place pour le Corse, comme il y a une place pour le breton et pour l'alsacien. Ce sont nos richesses, autant que celles de la France rassemblée !

Je voulais vous dire un mot de la campagne électorale comme elle se mène. Les Français ont le droit d'être en colère contre la campagne électorale présidentielle comme elle est organisée. Les Français ont le droit, et un grand nombre d'entre eux ressentent l'exaspération de voir les candidats principaux éluder et refuser la totalité des problèmes qui font la vie de tous les jours pour notre pays et pour nos familles.

Ce faisant, ils trahissent l'intérêt national et ils trahissent ce que devrait être une campagne présidentielle où l'on ouvre les yeux sur les difficultés du pays et où l'on forge la volonté pour les affronter.

Si nous étions dans des temps ordinaires, si nous étions dans des temps où le pays se porte bien, si nous étions dans des temps où la question qui se pose, c'est « est-ce qu'on met un peu plus ou un peu moins de dépenses publiques ? », je comprendrais cette campagne qui ne touche à aucun des sujets essentiels. Mais nous ne sommes pas dans ces temps-là, nous sommes dans des temps où notre pays est en danger et chacune des familles qui le forme aussi. C'est un temps où le pays est en danger quand la dette menace de l'écraser.

Ne vous trompez pas. Nous avons l'Espagne à nos portes, vous avez vu ce qui s'est passé en Espagne. Nous avons l'Italie à nos portes, nous avons le Portugal et nous avons la Grèce en perspective. Nous savons de quoi est menacée la France si elle ne prend pas son destin en main, c'est-à-dire si elle ne ressaisit pas les enjeux qui sont devant elle. Elle est menacée du même sort que nos voisins.

Et ce sort-là, il se traduit pour chacune des familles. Demandez à vos voisins espagnols, demandez de l'autre côté de la frontière ce qu'il en est, vous avez vu les grandes manifestations qui se sont passées, demandez-leur ce qu'il en a été jusqu'à maintenant et ce qui va se passer maintenant.

Voyez-vous, j'ai une très grande différence avec une phrase que François Hollande a exprimée aujourd'hui et que je trouve une phrase très courte par rapport à l'enjeu de la campagne présidentielle.

François Hollande a dit aujourd'hui : « il n'y a qu'un enjeu dans la campagne présidentielle, c'est continuer ou changer ».

Eh bien je suis en désaccord radical avec cette phrase. La question n'est pas seulement de changer de président, la question qui se pose à la France, ce n'est pas continuer ou changer, c'est s'en sortir ou pas !

Est-ce que nous avons devant nous un chemin pour en sortir ou est-ce que, au contraire, nous y renonçons ?

Parce que le changement, qui est leur slogan, cela n'a aucun sens, cela ne signifie rien. Il y a des changements positifs et des changements négatifs. Il y a des changements qui ne changent rien.

Par exemple, les élections sont arrivées en Espagne de l'autre côté de la frontière, excusez-moi de le dire, deux mois après les élections, la situation est exactement la même que deux mois avant et le peuple espagnol se trouve devant les mêmes incertitudes. Ce sont des élections qui ne changent rien.

Et puis, il y a des situations qui changent en négatif les choses, qui empirent les choses. Par exemple, dans un pays qui est en déficit de 100 milliards avec une dette de 1 800 milliards, proposer comme un certain nombre de candidats et singulièrement comme François Hollande et Nicolas Sarkozy, de dépenser des dizaines de milliards de plus, ce n'est pas améliorer les choses, c'est empirer les choses. Il y a des changements qui empirent la situation du pays et ce sont ces changements-là qu'il faut éviter.

Alors, je vois bien l'envie que l'on a d'obtenir, en effet, des changements de courant politique, des changements de personne, des changements d'équipe à la tête du pays et, moi-même, c'est un désir que je partage profondément. Quand je vois Nicolas Sarkozy dire : "Je serai un président différent", je me dis que, tant qu'à faire, pour avoir un président différent, il faut changer de président.

Mais François Hollande lui-même se promène dans cette campagne électorale en prenant le plus grand soin de ne rien dire qui engage l'avenir, sauf à signer des chèques pour un montant qui avoisine maintenant les 30 milliards d'euros supplémentaires par an. Il fait en sorte que le crédit du pays se trouve encore détérioré, encore précarisé pour les années qui viennent. Il ne dit rien, mais il dépense et il signe des chèques dont il n'a pas le premier sou parce que la France n'a pas le premier sou de ces chèques qu'il distribue.

Cela me rappelle cette attitude qui consiste à essayer de passer entre les gouttes et à naviguer au plus près de manière qu'aucune question ne soit réellement abordée et réellement tranchée. Cela me rappelle une fable de La Fontaine que j'adore, très jolie et qui commence par ces quatre vers : "Les Levantins en leur légende disent qu'un certain rat, Las des soins d'ici-bas, Dans un fromage de Hollande, Se retira loin du tracas."

Je ne voudrais pas que l'élection présidentielle fût simplement une manière, pendant quelques semaines, de se retirer loin du tracas. C'est exactement le contraire. Nous avons besoin, comme un peuple adulte, d'ouvrir les yeux sur la situation de notre pays et de chacune de nos familles et de forger la décision nationale qui fera que, désormais, nous relèverons ces défis.

Parce que je voudrais que nous ayons tous ensemble en tête la vraie question de ce qui se passe chez nous. Cette vraie question est celle-là : nous avons bâti, au travers du temps, un modèle social dont nous devons être fiers, modèle social généreux qui fait qu'il y a dans notre pays beaucoup de secours, beaucoup d'allocations, beaucoup d'aides à l'égard de ceux qui sont le plus en difficulté, peut-être pas assez d'allocations et d'aides. Ce matin, comme vous savez, est sortie une étude qui montre que, en France, nous avons désormais 11 millions de pauvres. Excusez-moi de dire qu'un pays qui a presque 5 millions de chômeurs à temps complet ou à temps partiel et 11 millions de pauvres, c'est un pays dans lequel on ne peut pas prétendre que le bilan des sortants soit tel qu'il faille les renouveler, leur renouveler la confiance. Et ce modèle social-là, il est aujourd'hui mis en péril parce que si nous continuons à dégringoler sur la pente que nous avons dégringolée depuis des années, purement et simplement, nous ne pourrions plus le financer, nous ne pourrions pas en assumer la charge.

Je veux vous dire cela parce que c'est affaire de chaque famille. Ne vous trompez pas ! Si on se trouve dans la situation où tant et tant d'entre vous ont des enfants ou bien tant et tant d'entre vous ont des frères et sœurs qui, même ayant fait des études, ne trouvent pas de travail, alors il faut mesurer que ce n'est pas par hasard, ce n'est pas un accident, c'est parce que nous n'avons pas pris les décisions qu'il fallait prendre dans le moment où il fallait les prendre.

Il y a des gens qui prétendent que cette situation est le fait d'une crise qui viendrait de loin, qui viendrait de l'extérieur, qui viendrait des banques, qui viendrait de la finance internationale.

Je ne crois rien de tout cela parce que si c'était vrai, alors l'Allemagne serait dans le même état de santé que le nôtre. Ils sont en Europe comme nous, dans la mondialisation comme nous, ils ont la même monnaie que la nôtre et ils ont le même coût du travail ou même un coût du travail légèrement supérieur au nôtre. Or, il se trouve que eux, alors que nous dégringolons année après année, ils montent année après année.

Je veux simplement vous rappeler les chiffres. Nous étions, il y a sept ans, en excédent de commerce extérieur. Excédent, qu'est-ce que cela veut dire ? Comme une entreprise, comme une famille, on est en excédent, on est en bénéfice quand on vend plus qu'on n'achète. J'arrive à vendre plus que je n'achète, donc j'ai du bénéfice à la fin du mois, de l'année, je m'enrichis et les choses vont mieux. Si, au contraire, je suis obligé d'acheter toujours plus que je ne vends, alors je suis en déficit et donc je m'appauvris et les ressources de ma famille ou de mon entreprise ou de mon pays s'en vont et, d'ailleurs, dans une entreprise ou dans une famille, cela ne tient pas longtemps. C'est une situation qui est très rapidement précaire et désastreuse.

Eh bien, c'est ce qui s'est passé en France. Nous étions en excédent en 2005, puis nous avons dégringolé année après année, dizaines de milliards par dizaines de milliards, pour en arriver cette année au chiffre d'un déficit de notre commerce extérieur, écoutez bien, de 70 milliards d'euros.

70 milliards d'euros, c'est un chiffre qui passe très vite, mais je veux m'arrêter une seconde et le détailler devant vous. Je suis en effet un défenseur du calcul mental. Je suis même le créateur, le président, le trésorier et le seul adhérent de l'association pour la défense et la promotion du calcul mental en France dont le titre complet est : association pour la défense et la promotion du calcul mental en France et la mise en prison pour quelques jours de ceux qui l'ont abandonné ! Oh une prison gentille, pas un quartier de haute sécurité, au pain sec et à l'eau comme on disait autrefois, pendant trois ou quatre jours, de manière qu'ils se souviennent de ce qu'ils ont fait.

Oh j'ai l'air de rire et, en fait, je souris... Mais ne vous trompez pas ! C'est une chose très importante : si les Français avaient su ce que représentaient tous ces milliards, ces milliards de déficit et ces milliards de dettes, ils n'auraient pas laissé leurs dirigeants les placer dans la situation honteuse où ils les ont placés et les jeunes en particulier, ils seraient en train de manifester sous les fenêtres des gouvernants et des parlementaires qui ont permis cette injustice que c'est eux qui vont avoir, sur les épaules, le poids de la lâcheté des générations qui étaient au pouvoir.

Alors, en calcul mental, entendez-moi bien ! 70 milliards, c'est 70 mille millions d'euros et 70 mille millions d'euros -une somme tellement astronomique que l'on n'arrive pas à voir le nombre de zéros qu'il y a après le 7- 70 mille millions d'euros, écoutez bien, c'est l'équivalent du salaire annuel charges comprises de trois millions de travailleurs français.

Alors, ne cherchez pas ailleurs le chômage dont nous avons sous les yeux la cause, et ne cherchez pas ailleurs l'appauvrissement du pays. Et pendant le temps où nous nous laissons effondrer, nous, le grand pays producteur que nous sommes, producteur agricole, producteur agroalimentaire, producteur industriel, producteur artisanal, producteur culturel, producteur numérique, producteur artistique, ce grand pays-là tombait à 70 milliards de déficit du commerce extérieur, pendant ce temps l'Allemagne qui, en 2005, était derrière nous, est aujourd'hui non pas à 70 milliards de déficit, mais à 160 milliards d'excédent.

Nous avons devant nous, avec la même situation internationale, avec la même organisation de la finance, avec la même monnaie, dans les mêmes conditions exactement, nous avons un

pays dans lequel le chômage explose, un million de chômeurs de plus en cinq ans, cependant qu'en Allemagne il y a un grande vague de licenciements et c'est à l'Agence pour l'emploi qu'on licencie parce qu'il n'y a plus de chômeurs dans les deux-tiers des régions allemandes.

Je ne dis pas que tout cela soit simple et je ne prétends jamais qu'il suffise de transférer le modèle allemand en France pour obtenir des résultats. Le modèle allemand a ses propres faiblesses, je les connais bien, mais je veux dire au moins qu'ils ont relevé ce défi-là, l'emploi et la création de richesses simplement en produisant, en se mettant en situation de produire. Je veux simplement vous rappeler les chiffres de Volkswagen. Je suis très frappé par ces chiffres-là : en 2005 toujours, Volkswagen produit en Allemagne 1 200 000 véhicules par an et, au même moment, Renault produit en France 1 200 000 véhicules par an, le même chiffre. Cette année, sept ans après, Volkswagen va produire en Allemagne 2 200 000 véhicules, presque le double, et chez nous Renault va produire en France 440 000 véhicules, trois fois moins que ce qu'il produisait en 2005. Et l'État est actionnaire de Renault à 15 %, c'est-à-dire un actionnaire majeur de référence !

Alors, on nous dira tout ce que l'on voudra, mais je dis que l'échec n'est pas une fatalité. Si d'autres ont pu relever le défi, alors, nous allons, nous Français les relever aussi. Et cela se passe dans tous les secteurs.

J'ajoute au passage qu'aux travailleurs de Volkswagen mieux payés que les nôtres, cette année, au début du mois de mars, il a été annoncé qu'ils allaient recevoir, chacun d'entre eux, une prime de 7500 euros.

Eh bien je dis qu'il y a là une situation qui doit nous ouvrir les yeux sur cette réalité que le destin de la France, il appartient aux Français. S'il est vrai, comme je le dis et comme je le pense et comme je le soutiens devant vous, que les erreurs ont été décidées chez nous, alors les corrections doivent être décidées chez nous, et cela évitera d'avoir à attendre une révolution internationale ou une prise de pouvoir de je ne sais qui, je ne sais où, pour que les choses changent.

Si nous avons, comme je le pense et comme je le soutiens devant vous et comme je le dis aux Français, si nous avons notre destin entre nos mains, c'est le moment de décider de changer les choses chez nous dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens de la correction de ces faiblesses qui nous ont entraînés où nous sommes.

Alors je dis qu'il faut se remettre à produire, dans notre pays, toutes les productions sans exception, que nous avons des richesses formidables que nous ne mettons pas en œuvre. J'étais avant-hier en train de visiter des forestiers. Vous savez qu'en France on a une très grande forêt, très importante et que cette forêt-là, elle est même 20 % plus importante que la forêt de nos voisins allemands.

Eh bien, en Allemagne, 20 % de moins de territoire de forêt, ils ont 800 000 emplois forestiers. Et dans la filière bois et nous, avec une forêt de 20 % plus importante, nous avons 450 000 emplois dans la filière de la forêt et la filière bois.

Cela veut dire que nous avons devant nous un potentiel de 500 000 emplois à créer dans un pays qui est en train de crever du chômage.

Et ceci existe dans tous les secteurs d'activité, ceci existe partout. Il n'est pas vrai que nous soyons condamnés à l'impuissance. Ce qui est vrai, c'est que nous pourrions nous en sortir dès l'instant que nous le déciderons. Et dès l'instant que nous le déciderons, cela veut dire que nous défendrons l'idée que ce que nous faisons est au moins de qualité aussi excellente que ce que font nos voisins.

Peut-être certains d'entre vous ont assisté l'autre soir à l'émission Capital sur la 6 dont le

thème était le "Produire en France"...

Je suis d'ailleurs frappé, ce matin, à la radio, j'entendais à quel point il y a une demande nouvelle, depuis que nous avons lancé ce thème dans la campagne présidentielle, depuis que « je » l'ai lancé et que les autres s'en sont approché en voletant comme des papillons de nuit qui s'approchent de la flamme et puis qui, de peur de se brûler, sont repartis tranquillement dans leur gîte habituel. Eh bien, depuis que nous avons lancé ce thème, se manifeste dans l'opinion profonde des Français l'idée qu'après tout il y a là, dans cet acte de consommation citoyen, de quoi changer les choses. Et ce sera encore plus grand le jour où les Français comprendront ce que représente pour eux, pas pour les voisins, les copains, le pays, la nation qui sont des abstractions, mais pour eux-mêmes ce que représente cet acte de consommation.

Je vais vous dire ce que cela représente. Chaque fois que vous décidez un acte de consommation dirigé vers le produit français, regardez bien l'étiquette, 50 % de l'étiquette c'est pour vous, cela revient dans votre poche. Oh pas dans votre poche directement, mais dans votre poche d'assuré social par les charges sociales, dans votre poche de retraité par le paiement des retraites par la CSG et les charges sociales de l'entreprise, dans votre situation de parent d'élève parce qu'en France l'éducation est gratuite et c'est très bien comme cela, mais cela veut dire que cette éducation est payée par les impôts.

Et la totalité des impôts et des charges sociales sont assumés par les revenus des français qui travaillent en France, il n'y a pas d'autres ressources.

Et c'est pourquoi, quand quelquefois on me dit : "Mais Monsieur Bayrou, vous êtes un européen !". Oui, je suis un européen, je suis un européen conséquent, je suis un européen construit, je suis un européen qui sait que si l'Europe n'existe pas, la France ne pourra se faire entendre sur aucun des grands sujets de l'avenir de la planète.

Je sais cela. Je veux d'ailleurs que l'Europe change, peut-être vous en dirai-je un mot à la fin. Je sais cela, mais je sais aussi que ce n'est pas parce que les autres pays européens se portent bien que la France se portera mieux.

Notre devoir, c'est de faire en sorte que, en Europe, tous les pays se portent bien et d'abord le nôtre puisque notre contrat social est entièrement construit sur notre capacité économique et sur la possibilité du pays d'avancer.

Et donc, vous voyez bien ce dont nous avons besoin. Nous avons besoin d'initiative, nous avons besoin d'entreprises, nous avons besoin de recherche, nous avons besoin de stratégie nationale pour réoccuper tous ces secteurs desquels nous avons hélas glissé et dérivé temps après temps et année après année.

Nous avons besoin que se ressaisisse la volonté des Français.

Si nous mettons cela devant nous, alors nous allons y arriver. La preuve, c'est que cela nous est déjà arrivé dans notre histoire.

Je veux vous rappeler que la situation du pays aujourd'hui est à peu près la même que la situation qui était celle de la France en 1958. C'était, guère d'Algérie mise à part qui a fait, comme on sait, beaucoup, beaucoup de victimes physiques et morales, beaucoup de victimes parmi ceux qui avaient cru à l'idée que l'Algérie, c'était la France, beaucoup de victimes parmi ceux qui se sont retrouvés ensuite dans un pays très profondément déstructuré et qui ont dû partir pour aller chercher du travail ailleurs et, permettez-moi de le dire ici, victimes parmi les victimes, les Harkis qui ont été doublement sacrifiés parce qu'ils ont perdu à la fois leur pays et qu'ils se sont retrouvés relégués. Et je dis devant vous qu'il est normal et naturel que la France reconnaisse la responsabilité qui est la sienne dans la situation qui a été faite aux Harkis qui avaient cru en sa parole.

En 1958, la situation de la France, elle est celle-là économiquement. Vous lirez dans les livres d'histoire, les plus anciens se souviendront qu'en 1958 on va, comme on dit, chercher les fins de mois au FMI, à Washington. On ne peut pas payer les fonctionnaires sans aller requérir l'aide internationale. Et quand de Gaulle arrive, il dit : "Cette situation de soumission, cette situation d'humiliation, ça suffit et nous allons nous en sortir par nos propres forces".

Le génie que le général de Gaulle a eu en 58, ce n'est pas tant de trouver des mesures techniques pour que le pays retrouve des lois ou des équilibres qu'il avait perdus, c'est qu'il a fait appel à la fierté et à la volonté des Français au lieu de faire appel aux bras qui tombent et à la fatalité, enfin au sentiment de fatalité qui paralyse les forces.

C'est exactement cela que nous avons à faire aujourd'hui, dire que nous sommes un peuple qui va relever tous les défis, affronter tous les obstacles qui sont devant lui et ne plus céder sur rien de ce qui fait l'avenir national !

Et c'est la même chose pour chacun des sujets que nous avons à traiter.

Par exemple vous savez quelle importance j'attache à la décision du pays de retrouver son indépendance en sortant du surendettement. Je veux vous dire ceci, vous en connaissez à Perpignan des familles qui sont dans le surendettement. Il y en a dans toutes les régions du pays, il y en a donc ici aussi beaucoup. Le surendettement, c'est un malheur pour une famille. On n'ose plus ouvrir la porte parce qu'on a peur des regards. On n'ose plus ouvrir quand on sonne parce qu'on a peur de l'huissier, on a peur d'être expulsé parce qu'on n'arrivera pas à payer le loyer. On n'ose pas parler aux enfants de la situation de la famille.

Ça, c'est les familles en surendettement, et un pays en surendettement, c'est un pays qui lui aussi est dans une situation de perte d'indépendance puisqu'il attend chaque fin de mois de pouvoir réemprunter pour rembourser le crédit précédent, d'être obligé de guetter pour savoir si les agences de notation internationales vont ou pas le cibler, et s'ils sont ciblés en leur enlevant un A ou un deuxième A en remplaçant un + par un -, alors le taux des crédits auquel on voudra lui prêter va exploser, et si le taux du crédit explose on ne pourra pas rembourser les crédits tant la dette est importante.

Il n'y a qu'une chose juste et une chose courageuse à faire, c'est de dire : pendant la courte période nécessaire, nous allons porter le redressement de la France et, pour cela il y a une chose simple à faire et à décider, c'est qu'il faut supprimer le déficit exorbitant qui nous écrase.

Ce déficit est de cent milliards par an. J'ai proposé que ce déficit, nous le supprimions en trois ans, que nous passions en trois ans de cent milliards de déficit que chacun des jeunes qui sont là vont avoir à payer... Parce qu'il n'y a pas de mystère sur la dette, vous savez ce que c'est la dette ? C'est l'addition des déficits de chaque année. Vous ne pouvez pas faire la fin de l'année donc vous êtes obligé d'emprunter. Cela fait un crédit, cela fait de la dette et, l'année suivante, vous ne pouvez pas non plus boucler le budget à la fin de l'année, vous êtes donc obligé d'emprunter à nouveau. Souvenez-vous du bilan que j'évoquais devant vous, le bilan des dirigeants actuels : un million de chômeurs de plus, cinq cent milliards de dettes supplémentaires. Et ils ne pourront pas dire qu'ils n'étaient pas avertis.

Il y a des années que je me suis adressé aux Français pour dire : "Cette politique vous conduit dans le mur". Les pays qui nous entourent y sont, nous nous y allons à grande vitesse surtout si les candidats en question persistent à annoncer chaque semaine qu'ils vont dépenser une dizaine de milliards supplémentaires dont, je le disais, ils n'ont pas le premier sou. Et donc sortir du surendettement, cela veut dire sortir du déficit.

Comment faire pour sortir du déficit ? Ah ! C'est une décision importante dont je ne prétends

pas qu'elle soit facile à prendre, mais dont je dis devant vous qu'elle est nécessaire autrement notre modèle social n'y résistera pas. Ce n'est pas une décision sauvage. Il ne s'agit pas de couper 50 % dans les dépenses du pays. Ce n'est pas du sang et des larmes parce que le sang et les larmes en vérité, c'est maintenant qu'on les a. Les larmes de ceux dont les enfants n'ont pas d'emploi, les larmes de ceux qui, le 15 du mois, sont déjà à la fin du mois. Ce sont là de vraies difficultés et de vraies peines, et les toutes petites retraites en particulier, elles sont dans ce cas-là et je n'en exclus pas naturellement ni les retraites agricoles ni les retraites de l'artisanat ni les retraites du commerce qui sont pour notre pays, franchement, une injustice et un déséquilibre colossal.

Mais je veux dire devant vous qu'il ne s'agit pas de couper 50 % des dépenses. Il s'agit de prendre une décision dont j'affirme avec tous les économistes... Peut-être certains d'entre vous m'ont vu ce matin sur Canal+ avec l'économiste qui s'appelle Nicolas Bouzou. Il confirmait, à l'antenne que'en effet il suffisait de prendre la décision que je vais expliquer devant vous, il suffit de décider que l'année prochaine et l'année après nous ne dépenserons pas un euro de plus que la somme que nous avons dépensée cette année. Ce n'est pas couper 50 %, c'est dire : « ce que nous avons dépensé cette année, État, collectivités locales, Sécurité Sociale, cela arrive à la somme impressionnante de 1 150 milliards d'euros, ce que nous avons dépensé cette année, nous ne dépenserons pas plus l'an prochain et pas plus l'année après ».

Et là, il se passe, je ne veux pas dire un miracle, mais en tout cas un phénomène qui est un phénomène impressionnant : c'est que grâce au peu de croissance -très très peu- et aux 2 % d'inflation que nous allons avoir, tout d'un coup, les 50 milliards dont nous avons besoin d'économies de dépenses se trouvent apportées. Si vous fixez les dépenses sans les augmenter d'un euro, en vérité, vous économisez ce que vous auriez dépensé si vous suiviez l'inflation.

Donc, c'est une décision importante, ce n'est pas une décision sauvage. Je pense que l'on peut conduire cette politique sans, par exemple, porter atteinte à l'augmentation minimale des salaires des fonctionnaires. Ne vous trompez pas, de l'autre côté des Pyrénées, moins 10 %, moins 15 %, en Grèce, moins 20 % sur les salaires des fonctionnaires, sur les salaires du privé et sur les retraites. C'est cela que je veux éviter pour mon pays.

Puis, pour le reste, il faudra faire autant sans dépenser plus. Par exemple, j'ai expliqué ce matin encore que, dans le domaine de la santé, il suffisait de réorganiser les urgences pour qu'il y ait, avant l'entrée dans les urgences de l'hôpital, un service tenu par des médecins de ville qui reçoivent les patients qui arrivent, et qui disent : cela c'est une angine, on va faire une ordonnance, cela c'est une otite, on va faire une ordonnance, on va appeler le pharmacien ; ou encore : attention là il y a quelque chose dans le cœur qui ne va pas bien, en oriente vers les urgences de l'hôpital.

Rien qu'avec cette réorganisation des urgences, nous nous trouverions avec une économie considérable. Il y a 15 millions de personnes qui vont aux urgences tous les ans. L'urgence à l'hôpital est facturée 250 euros, l'urgence en médecine de ville est facturée 60 euros. Et vous voyez que vous économisez 190 euros par personne sans porter atteinte une seule fois au service médical que l'on rend aux malades. Voilà un milliard et demi ou deux milliards que l'on peut économiser par une réorganisation du service des urgences.

Il y a plein de sujets de cet ordre. Il y a huit années, huit ans que l'on a décidé en France de mettre un terme à un scandale que vous connaissez bien : chaque fois que vous entrez à l'hôpital ou à la clinique, on vous refait totalement le bilan de santé, les radios, les IRM, les scanners, les numérations formules, et cela coûte chaque fois quelquefois des milliers d'euros pour refaire des examens que l'on avait déjà faits. Eh bien, il suffit d'avoir ce que l'on appelle le dossier médical personnel que chacun pourra apporter avec lui ou sur sa carte vitale, de manière que le médecin puisse savoir quelle est l'histoire des examens qui vous ont été faits.

Ce seront des milliers d'euros économisés par patient et ce sera un meilleur service médical rendu, puisqu'on pourra suivre l'histoire du patient et en savoir plus sur son histoire. Il y a 3 ou 4 milliards à économiser rien qu'en faisant le dossier médical personnel.

Je pourrais continuer puisque les pharmaciens le savent bien, il y a en France une surconsommation médicale qui est la plus importante de tous les pays comparables, et cette surconsommation médicale entraîne chaque année l'hospitalisation de 150 000 patients parce qu'ils ont mélangé des produits et des molécules qu'ils n'auraient pas dû mélanger et que cela fait des effets absolument désastreux. Je ne parle pas ici de substances prohibées, je parle de médicaments vendus en pharmacie. Donc je dis qu'il y a, là aussi, 2 ou 3 milliards à économiser en abaissant la consommation médicale du pays.

Vous voyez mon idée. Mon idée, c'est faire autant et faire mieux sans dépenser plus et je suis absolument persuadé que, dans la totalité de l'administration française, dans les doublons éternels entre l'administration nationale, l'administration régionale, l'administration départementale, les collectivités locales, il y a beaucoup d'argent à économiser. Si l'on se fixe cette règle, un grand pays comme le nôtre, il n'y a aucune raison qu'il la dépense publique soit de dix points supérieure aux dépenses publiques de nos voisins.

Quand vous franchissez les frontières, les frontières de l'Est, par exemple, les frontières de la Suisse ou les frontières de l'Allemagne ou les frontières des Pays-Bas, vous arrivez dans des pays où la société, la solidarité n'apparaît pas comme complètement décalée par rapport à la nôtre. Ce n'est pas la misère de l'autre côté de ces frontières. Et pourtant, nous dépensons chaque année en dépenses publiques 57 % de ce que nous produisons, et eux ils dépensent 47, 45, 43 % de leur production annuelle en dépenses publiques.

Je dis que nous pouvons faire infiniment mieux au service du citoyen sans continuer à laisser dériver la dépense publique et à laisser dériver les gaspillages qui sont innombrables, en particulier en commençant au sommet de l'État.

Il y a besoin que le sommet de l'État donne l'exemple. Puisqu'il demande des efforts à tous les citoyens, alors, il faut lui aussi qu'il commence à faire des efforts. Par exemple, je pense et je soutiens devant vous qu'il serait exemplaire et de bonne politique que nous baissions le nombre des députés et le nombre des sénateurs en France parce qu'il n'y a aucune raison que nous ayons en France 30 % de plus de députés et de sénateurs qu'il n'y en a aux États-Unis avec une population cinq fois plus nombreuse. Et là encore, ce sera un plus et ce sera un mieux parce que des parlementaires moins nombreux, nous allons pouvoir leur proposer deux orientations qui s'additionneront l'une et l'autre.

La première, c'est qu'ils seront obligés de siéger à l'Assemblée Nationale et au lieu d'avoir des rangs de fauteuils rouges lorsqu'il y a des discussions, on aura des rangs de députés, puisque nous allons leur interdire le cumul des mandats qui est une exception ridicule dans la démocratie française.

Et je propose, pour aller dans le même sens de simplification et de moralisation et de plus juste vie publique dans notre pays, que l'on prenne une décision simple qui a été prise dans beaucoup d'autres parlements de notre Union européenne, mais qui est par exemple la règle au parlement européen : on ne peut voter que si on est présent. Il n'y a aucune raison que l'on vote si on n'est pas là. On doit voter en étant là et chaque vote doit être public et personnel.

Et tant que j'y suis, et ceci aura une conséquence très importante, très importante, c'est que la parole des députés pèsera plus qu'elle ne pèse aujourd'hui parce que, aujourd'hui, tout le monde sait et les députés les premiers et c'est même la raison de leur absentéisme -pourquoi ne sont-ils pas présents à l'Assemblée Nationale ?- parce qu'ils savent que, dans un grand nombre de cas, leur présence ne sert à rien puisque la majorité vote automatiquement ce que

le gouvernement propose, et que d'ailleurs tout aussi automatiquement, l'opposition vote contre ce que le gouvernement propose. Moi, je veux des votes personnels et des votes libres.

Si ces votes sont personnels et libres et si on y ajoute une autre disposition qui est attendue depuis très longtemps, dont la vie démocratique française a besoin pour respirer, cette décision étant qu'il faut changer la loi électorale pour que tous les partis soient représentés à l'Assemblée Nationale, même ceux que je n'aime pas... On a besoin de voix libres, on a besoin d'une tribune à laquelle montent tous ceux qui veulent exprimer le point de vue des citoyens qui les ont élus, pas le point de vue du pouvoir, pas le point de vue du principal parti de l'opposition, le point de vue des citoyens à qui ils devront leur mandat sans avoir eu besoin d'obtenir la signature des deux partis du monopole du pouvoir que l'on obtenait depuis des années.

Vous comprenez que c'est très différent, que c'est une chose complètement nouvelle de devoir son élection non pas à l'investiture du parti qui tient le pouvoir ou du parti qui tient l'opposition, non pas d'être obligé de passer sous ses fourches caudines, comme on dit, non pas d'être obligé dans la dépendance, mais d'être des élus libres, assurés du soutien de citoyens libres pour parler librement à la tribune de la République.

Et tant que l'on y est, ces décisions que je proposerai au référendum du peuple français, que le peuple français, le jour du premier tour des élections législatives, imposera à l'UMP et au PS qui n'en veulent pas depuis des années ou qui, plus exactement, viennent à la télévision, tous les jours, chaque fois qu'il y a un problème, qu'il y a une affaire, qu'il y a un scandale, qu'il y a une difficulté, chaque jour, ils viennent vous dire la main sur le cœur que, bien entendu, on va mettre un terme au cumul des mandats, que, bien entendu, on va faire en sorte que les députés siègent, que, bien entendu, on aura un jour la parité à l'Assemblée Nationale.

Eh bien, faisons tout cela en un seul jour, le 10 juin, jour du premier tour des élections législatives par la libre décision des libres citoyens français.

Et tant que l'on y est, dans le paquet, je proposerai d'ajouter deux décisions qui, pour moi, sont deux décisions de salubrité publique.

La première, c'est la reconnaissance du vote blanc parce qu'on n'est pas moins citoyen, allant au bureau de vote pour dire : l'offre politique que vous présentez devant moi ne me convient pas et comme citoyen libre, je vous le dis en déposant un bulletin blanc. On n'est pas moins citoyen que ceux qui vont voter pour choisir l'un de ceux qui se présentent. Eh bien, ce vote blanc doit être reconnu, ce qui signifie que l'on ne pourra pas être élu au premier tour si l'on n'a pas la majorité des suffrages réellement exprimés dans le pays.

Et j'y ajouterai une autre décision solennelle, majeure, très importante, qui mettra fin aux doutes d'un certain nombre de citoyens, et Dieu sait que ces doutes sont nourris sur l'état de la démocratie dans notre pays. Je mettrai dans ce référendum la consécration de l'indépendance réelle et définitive de la Justice dans notre République, en faisant en sorte que le Garde des Sceaux, le ministre de la Justice, ne soit plus seulement désigné par le gouvernement, mais que, désigné par le gouvernement, il ne puisse entrer en fonction que s'il a recueilli un vote de confiance du parlement, à une majorité qui oblige à l'accord du parti majoritaire et des partis de l'opposition, de manière qu'il soit au-dessus des partis et non pas un instrument politique ou pouvant être soupçonné de l'être.

Et tant que je suis à la moralisation de la vie publique, j'y ajouterai l'indépendance des médias et notamment le fait que les présidents de chaînes publiques ne devront plus être nommés par la décision personnelle et arbitraire du président de la République, qu'ils devront être nommés par une instance différente, parce que l'audiovisuel public n'appartient pas à l'État, il n'appartient pas au pouvoir, il appartient à vous qui payez la redevance dans toutes les

composantes et la diversité du peuple français !

Et tout cela, qu'il n'y a aucune chance de faire adopter si les citoyens ne s'en mêlent pas, vous l'imposerez aux partis politiques qui n'en veulent pas depuis des décennies.

Et vous voyez que traitant de l'emploi, que traitant du surendettement, que traitant de l'école qui me tient si profondément à cœur, que traitant de la moralisation de la vie publique dans notre pays, nous, nous traitons des sujets qui sont les sujets essentiels pour chacune de nos familles, pour notre nation, pour le rétablissement de la confiance en France.

Parce que ce mot que je viens de prononcer devant vous : confiance, confiance des citoyens dans les élus, c'est la clé du redressement.

À partir du moment où les citoyens français auront la certitude que ceux qui leur parlent sont aussi des gens qui respectent les règles qu'ils imposent aux autres, que ceux qui leur parlent ont une démarche d'exemplarité, que ceux qui leur parlent ont les yeux ouverts, qu'ils ne sont pas dans l'attente, dans l'obsession d'une mesure nouvelle qu'il faudrait prendre chaque jour à tout prix pour passer le soir au journal de 20 heures, mais qu'ils ont un projet de long terme, qu'ils ne changent pas d'avis tous les quatre matins, que ceux qui auront leur confiance, ils auront un cap, ils respecteront ce cap, ils avanceront avec leurs concitoyens vers la meilleure santé du pays, vers le redressement du pays et donc, dans chaque famille, vers des conditions de vie qui seront meilleures... alors le climat politique aura changé, alors la France pourra se redresser et elle pourra s'unir.

Je veux finir sur cette dernière phrase qui est celle-ci : ces problèmes considérables que nous avons devant nous, ces problèmes qui sont devant nous impressionnants, nous n'avons de chance de pouvoir les résoudre que si un climat nouveau se crée en France, un climat qui ne sera pas un climat d'affrontement, mais un climat de respect des opinions différentes et de volonté de les réunir pour travailler ensemble.

Lorsque, en 1958, le général de Gaulle est arrivé au pouvoir, il n'avait pas de majorité, il n'avait même pas de parti avec une force parlementaire considérable. Il avait la seule légitimité de celui qui veut redresser son pays. Qu'a-t-il fait ? Il a demandé aux forces politiques principales de bien vouloir déléguer au gouvernement ceux qui avaient envie de participer à l'œuvre de redressement, et c'est ainsi que la gauche de l'époque, la droite de l'époque et le centre de l'époque se sont retrouvés au gouvernement autour du général de Gaulle pour faire en trois ans un redressement qui n'avait pas pu être obtenu depuis une décennie !

Eh bien, c'est exactement cela que nous avons à faire, bâtir un climat différent pour qu'on sache que, bien entendu, nous n'avons pas tous les mêmes idées, mais nous avons tous le même pays, que ce pays est en péril et que nous devons unir nos forces pour le redresser. Cela est notre tâche, cela est notre devoir et cela est notre engagement.

Je vous remercie.